

Hong Kong, champ de bataille

ASIE Des centaines de contestataires retranchés sur un campus universitaire se sont heurtés aux policiers, durant plus de 36 heures, à Hong Kong, à coups de cocktails Molotov, de flèches et d'œufs. Reportage.

PAR JULIE ZAUGG, HONG KONG

Le grand escalier qui mène vers le cœur du campus est jonché de gants industriels, de casques jaunes et de masques à gaz à moitié brûlés. Plusieurs cocktails Molotov ont été posés sur une balustrade, prêts à être allumés. Un mur de briques construit à la va-vite assorti d'une barricade faite de parapluies et de branchages barre l'entrée du campus.

Poly U, l'une des principales universités de Hong Kong, ressemble à un champ de bataille. Elle se trouve, depuis dimanche, au cœur d'un assaut tendu, lancé par les forces de l'ordre pour déloger les étudiants, qui s'y sont enfermés depuis plus d'une semaine. Au cœur du siège, ils étaient plus de 1000. Hier, seule une centaine d'irréductibles s'y trouvaient encore.



Tristement, la violence semble être la seule tactique qui produise des résultats.

TIMMY
ÉTUDIANT

Les universités hongkongaises servent de pôle pour la contestation qui agite la ville depuis le mois de juin, lorsque près de deux millions de personnes sont descendues dans la rue pour exiger le retrait d'une loi autorisant les extraditions vers la Chine. En début de semaine dernière, les protestataires ont occupé l'Université chinoise de Hong Kong. Puis, ils ont gagné Poly U.

Redoutable organisation

Sur le campus, un magasin 7-Eleven a été éventré, ses vivres pillés gisant sur le sol. Tout comme un automate à billets, dont les câbles pendent tristement. Une alarme sonne en continu dans un auditoire, dont les vitres ont été brisées et les murs recouverts de tags qui appellent à libérer Hong Kong du joug chinois. Il flotte une odeur de plastique brûlé dans l'air.

Mais, derrière ces signes de vandalisme, se cache un mouve-



Ci-dessus, l'entrée du campus de Poly U, qui a été transformé en champ de bataille depuis dimanche. En bas à droite, le sol jonché de cocktails Molotov prêts à être allumés. JULIE ZAUGG

ment redoutablement organisé. «Ces derniers jours, nous avons fonctionné comme une sorte de minirépublique», décrit Alvin, un étudiant de 22 ans, dont le visage est caché par un foulard noir et qui entame son quinzième jour sur le campus de Poly U. «Chacun s'est vu allouer une tâche: certains étaient en charge de fabriquer les armes, d'autres de faire la cuisine ou de prodiguer des premiers secours, d'autres encore de faire le guet.» Une poignée de contestataires aguerris se relayaient sur les barricades, aspergeant la police de cocktails Molotov, d'œufs remplis de peinture noire et de pierres tirées à l'aide d'une catapulte géante. «Nous avons aussi volé les arcs et les flèches du club sportif de l'université, pour tirer sur les policiers», ajoute Alvin en brandissant un arc noir.

La confrontation, qui a opposé la police aux protestataires retranchés sur le campus de



Poly U, a marqué un nouveau pic dans la violence qui agite la cité portuaire depuis plus de cinq mois. Les forces de l'ordre les ont arrosés de gaz lacrymogènes, de balles en caoutchouc et de canons à eau. En retour, les contestataires ont mis le feu à un véhicule policier et bloqué l'un des trois tunnels routiers qui relie les deux côtés de la baie



de Hong Kong, et dont Poly U surplombe l'entrée. A partir de dimanche soir, la police a créé un cordon hermétique empêchant quiconque de rentrer ou de sortir du campus.

«Nous étions terrorisés»

«Lorsque nous nous sommes rendu compte que nous étions pris au piège, l'ambiance a chan-

gé du tout au tout», raconte Sam, un restaurateur de 22 ans venu livrer de l'eau aux manifestants, qui a passé trois jours sur le campus de Poly U après s'être retrouvé prisonnier du cordon policier. «Nous étions terrorisés. Nous ne pouvions plus partir et nous savions que si nous restions, nous serions arrêtés.» Dans la nuit de lundi à hier, les vi-

vres ont commencé à manquer. «Nous n'avions plus rien à manger ni à boire», relate Sam. «Les gens ont commencé à paniquer.» Une poignée d'étudiants se sont enfuis en faisant du rappel depuis un pont autoroutier, au pied duquel les attendaient des complices à moto. D'autres se sont rendus ou ont été arrêtés alors qu'ils tentaient de quitter le campus. Hier, en début d'après-midi, les derniers occupants de l'université s'étaient regroupés dans la cafétéria, qui leur a servi de quartier général informel ces derniers jours. Assis au milieu des plats de nouilles instantanées à moitié mangés, ils regardaient les nouvelles à la télévision, l'air épuisés et abattus. «Ce n'est pas facile de rester optimistes», dit Timmy, un étudiant de 18 ans qui a passé trois jours sur le campus. «Nous avons tout essayé: les manifestations pacifiques, boycotter les commerces qui ont des liens avec la Chine et même publier des annonces dans les journaux occidentaux, mais le gouvernement ne nous écoute toujours pas. Tristement, la violence semble être la seule tactique qui produise des résultats.»

«Une majorité silencieuse nous soutient»

Pourtant, le mouvement de contestation continue de gagner des adhérents, selon Sam. «Même s'il y a moins de gens dans la rue, une majorité silencieuse nous soutient. Et nous n'avons pas dit notre dernier mot. Nous sommes très créatifs lorsqu'il s'agit de trouver des moyens originaux pour faire entendre notre voix.» Harry, un travailleur social de 36 ans venu donner un coup de main aux contestataires retranchés sur le campus de Poly U, pense que pour briser l'impasse, la communauté internationale se doit d'intervenir, notamment en imposant des sanctions économiques à la Chine. «Nous sommes en première ligne du combat qui oppose le monde libre au Parti communiste chinois, la plus grande dictature au monde», soupire-t-il. «Nous avons besoin du soutien des démocraties occidentales.»

«Pékin menace d'intervenir»

Selon **François Gode-ment**, conseiller pour l'Asie à l'Institut Montaigne, à Paris, et fin connaisseur de la Chine, il y a des signes avant-coureurs d'une intervention directe du régime de Xi Jinping à Hong Kong.



Quelle est la stratégie de Pékin, qui a considérablement durci la répression?

Entre le port d'armes automatiques et le siège, il y a une volonté de Pékin d'isoler les activistes et de terroriser ceux qui pourraient les rejoindre, jusqu'à ce que les manifestants abandonnent la partie.

Certains leaders étudiants redoutent un nouveau Tiananmen...

Il y a un réel risque d'escalade. Il est possible que les moyens renforcés qu'utilise la police de Hong Kong, jusqu'à l'emploi d'armes à feu, permettent d'enrayer cette violence. Mais ce n'est pas sûr, en raison de la forte solidarité qui subsiste dans la population envers les manifestants. Si les manifestants n'ont pas de stratégie, ni de leadership, ils ont bénéficié d'un immense mouvement spontané. Pékin a cru que les manifestations allaient petit à petit décliner et que les actes des plus radicaux détourneraient la population de Hong Kong de son soutien, ce qui n'est de loin pas le cas.

Pourquoi Pékin n'envoie pas l'armée pour régler la crise?

Ce serait très coûteux pour la réputation de la Chine sur plan international. Le statut financier de Hong Kong serait aussi en danger, en cas d'intervention militaire. Il y a beaucoup d'intérêts financiers occidentaux sur place. Par ailleurs, cela provoquerait une phase de guérilla urbaine dans une ville très dense. Ce serait catastrophique en termes de vies humaines.

La Chine ne peut-elle pas faire sauter le fusible Carrie Lam, comme d'autres chefs de l'exécutif de Hong Kong avant elle?

Ce serait désavouer la politique suivie jusqu'ici. L'Etat-parti a interdit à Carrie Lam de démissionner, car c'est lui qui décidera de son sort. Il prétend la soutenir, mais je pense que la paralysie de cette femme et son incapacité à faire des gestes politiques sont liées à la pression qu'elle doit subir de la part de Pékin.

Quelles sont les autres options du pompier Xi Jinping pour éteindre l'incendie?

Le président chinois a déclaré qu'il fallait, en priorité, ramener l'ordre et que ces actes mettaient en péril la politique «d'un pays, deux systèmes». La décision de la plus haute juridiction de

Hong Kong, qui vient de juger anti-constitutionnelle l'interdiction des masques lors des manifestations, est déjà refusée par la Chine. Voilà un coin de plus enfoncé dans l'autonomie de la législation de Hong Kong. En déclarant que la rupture du statu quo n'est pas venue du gouvernement chinois, Xi Jinping profère une menace d'intervention directe. On en a vu des signes avant-coureurs samedi, quand, pour la première fois, des soldats de la garnison locale de l'Armée populaire de Chine sont sortis pour enlever des barricades. Et surtout, ils l'ont fait sans appel connu de la part de l'exécutif hongkongais. **PROPOS RECUEILLIS PAR THIERRY JACOLET**